



Europa Ekologiezh Ar re c'hlas

Breizh/Bretagne

Europe Écologie Les Verts au Conseil régional de Bretagne /  
Europa Ekologiezh Ar re C'hlas e Kuzul Rannvro Breizh  
13 C, rue / stradaed Franz Heller  
35 700 Rennes / Roazhon

M. Le Président de la République française  
Palais de l'Élysée  
55, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

Rennes, le 13 Septembre 2012

### **Lettre ouverte à M. le Président de la République**

Monsieur le Président,

Ce 11 septembre, vous avez inauguré l'un des principaux salons européens de l'agriculture dans la première région agricole de France. Cette région, la Bretagne, est depuis plusieurs années maintenant, frappée par de graves crises structurelles et conjoncturelles qui déstabilisent les secteurs agricoles et agro-alimentaire. C'est ainsi un pan entier de l'économie régionale qui est plongé dans l'incertitude. De même, vous n'êtes pas sans savoir que la Bretagne a vu son nombre de paysans diminuer d'un tiers en moins de dix ans, soit l'équivalent en terme d'emplois du plan social de PSA au niveau national.

M. Le Président, lors de votre visite vous avez annoncé un plan d'action pour l'agriculture. Elle en a effectivement besoin. Les paysans et la société tout entière attendent que soit définie une nouvelle feuille de route pour l'agriculture de notre pays.

Dans ce cadre, vous avez affirmé vouloir mieux reconnaître la diversité des modes de production et renforcer les mécanismes européens de régulation des marchés. Sur ces points, vous pouvez compter sur notre soutien, car ces ambitions ne pourront que faciliter l'appui aux systèmes de production respectueux de l'environnement et garantir un revenu décent aux paysans.

En revanche, notre stupéfaction est entière, lorsque vous évoquez votre souhait de favoriser une agriculture exportatrice. Il y a contradiction à défendre une régulation européenne et dans le même temps continuer à promouvoir une agriculture prise dans la tourmente de la concurrence libre des marchés mondiaux.

Pour étayer vos propos, vous évoquez le fait que l'agriculture est l'un des rares secteurs en France à connaître une balance commerciale excédentaire. Nous tenons à vous rappeler que le montant de cet excédent équivaut à celui des aides à l'agriculture française. Vous ne mentionnez pas que 60% de l'excédent agroalimentaire français relève principalement de l'exportation des vins et spiritueux, exportation non éligible aux aides européennes.

Notre objectif doit donc être en priorité la reconquête du marché intérieur, en particulier de la volaille - 740 000 tonnes pour une valeur de 2,2 milliards - plutôt que de continuer à produire pour l'export du bas de gamme à faible valeur ajoutée, soit 1, 2 million de tonnes, hautement subventionnées pour une valeur de 1,4 milliard. Nos moyens pour y parvenir : plus de valeur ajoutée, moins de dépendance vis-à-vis des marchés agricoles spéculatifs en amont et en aval, plus d'autonomie dans les

approvisionnement des filières de production.

Vous évoquez également la nécessité de participer à résoudre la crise alimentaire mondiale. Personne ne peut être contre cette volonté, mais là aussi les modèles agricoles s'affrontent de manière inévitable. A vouloir nourrir le monde il ne faudrait pas au final affamer les plus fragiles de la planète.

Nous concourrons aujourd'hui à le faire, comme le soulignent constamment les associations de solidarité internationale :

- Quel sens y a-t-il à importer pour nourrir nos animaux des productions essentielles à la vie de populations sous-alimentées ou utilisant des surfaces nécessaires à une agriculture vivrière locale ?
- Quel sens y a-t-il à subventionner l'exportation des produits qui de ce fait, par leur prix, vont détruire ce qui reste de cette agriculture ?
- Quel sens y-a-t-il à produire plus quand la production agricole mondiale permettrait déjà de nourrir 10 milliards d'humains si nous arrêtons nos gaspillages (plus du tiers de cette production mondiale est jetée soit 1,3 milliard de tonnes - sources FAO).

Ainsi, M. Le Président, à la veille de l'application de la nouvelle politique agricole et de la loi-cadre sur l'agriculture, il nous semble important que celles-ci intègrent un véritable changement d'un modèle agricole à bout de souffle. La question de la souveraineté alimentaire des Peuples doit être garantie sous l'angle du droit à protéger leur agriculture et leur alimentation, pour mettre fin à tous les mécanismes de spéculation et de dérégulation des marchés.

La situation régionale bretonne, à travers l'effondrement du groupe Doux, doit suffire comme démonstration des effets négatifs de la mondialisation libérale en agriculture. Nous devons résolument nous fixer comme objectif de produire mieux pour préserver la santé, l'emploi et la planète.

**Guy Hascoët**, Président  
du groupe des élu-e-s  
Europe Ecologie Les Verts  
au Conseil régional de  
Bretagne

**René Louail**, conseiller  
régional Europe Ecologie  
Les Verts, ancien porte  
parole national de la  
Confédération Paysanne

**Janick Moriceau**,  
conseillère régionale  
Europe Ecologie Les Verts